



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 18/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA

17 rue de la Forge
70200 Magny-Vernois

Références : UID257090/SPR/MV/2026-0512A
Code AIOT : 0005901194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA implanté 17, Rue de la Métairie 70200 Lure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du chantier de dépollution du site de Forvia Lure et plus particulièrement en lien avec la mise en place du pilote pour le traitement par air-sparging.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA
- 17, Rue de la Métairie 70200 Lure
- Code AIOT : 0005901194

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 1962, la société BERTRAND FAURE, qui deviendra FAURECIA en 1999, rachète une usine existante de filature et de tissage et commence l'exploitation d'une première ligne de mousse polyuréthane. En 1982, l'usine de LURE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 3734 du 29 octobre 1982. La gamme des produits fabriqués était composée de sièges (dossiers, coussins, accoudoirs) et d'appuie-têtes.

La cessation d'activité du site de LURE est déclarée en préfecture par courrier du 23 décembre 1999.

Suite à différentes études et diagnostic des mesures de gestion et de suivi de la pollution ont été mis en place sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite, la mise en place d'un capteur d'air ambiant au niveau d'un bureau fermé à clef dans le bâtiment du GRETA.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1	Sans objet
2	Poursuite des mesures de gestion	AP Complémentaire du 21/12/2010, article 2	Sans objet
3	Excavation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1	Sans objet
4	Mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 2	Sans objet
5	Excavation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection il a été constaté que le chantier d'excavation des terres polluées est achevé et un pilote pour le traitement par air-sparging est actuellement en place.

Le barrière de confinement hydraulique est également toujours en place et les analyses des eaux souterraines sont réalisées de manière régulière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Barrière hydraulique

Prescription contrôlée :

La société FAURECIA SIEGES D'AUTOMOBILES [...] est tenue de mettre en œuvre dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures de gestion exposées dans les rapports d'études intitulés État des lieux et des milieux - Propositions de mesures de gestion (juillet 2008) et Diagnostic complémentaire - Enquête de proximité (septembre 2008) pour assurer la dépollution de son ancien site situé 17 rue de la Metairie 70200 LURE. Ces mesures de gestion consisteront en un confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés par mise en place d'une barrière hydraulique. La barrière hydraulique sera réalisée par pompage dans trois puits de pompage nommés SPI , SP2 et SP3.

Constats :

Pour rappel lors de l'inspection d'octobre 2025, il avait été constaté un dysfonctionnement au niveau de la barrière hydraulique. L'exploitant a transmis en réponse à ces observations le protocole de suivi de la barrière indiquant que le suivi de l'unité de pompage est réalisé de manière mensuelle avec le relevé des différents compteurs, des tests et vérification des alarmes. De manière mensuelle également, une surveillance du confinement hydraulique est réalisée sur l'ensemble des ouvrages du site. Par ailleurs, une vérification des installations électriques est réalisée de manière annuelle. L'exploitant a aussi indiqué que le plan de maintenance de la barrière hydraulique concerne les éléments suivants :

- Mise en place d'une procédure de redémarrage de l'installation de pompage
- Vérification mensuelle de l'état des sondes/capteurs et nettoyage le cas échéant
- Vérification mensuelle du fonctionnement des sécurités et alarmes
- Nettoyage des débitmètres des puits en cas d'encrassement
- Remplacement des filtres charbons actifs avant saturation

Le jour de l'inspection il a été constaté que la barrière hydraulique est toujours en place et en fonctionnement. Suite aux précédentes visites d'inspection (octobre et novembre 2025) lors desquelles il avait été constaté un dysfonctionnement de la barrière, l'exploitant a transmis un rapport de SARPI Véolia référencé S1.24.001.0/Note-V2 indiquant les actions correctives mises en place au niveau de la barrière hydraulique, notamment pour éviter la formation de mousse au niveau des capteurs du bac tampon. Il s'agit de la mise en place d'une sonde piézorésistive et la modification du câblage électrique et du programme d'automatisme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Poursuite des mesures de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2010, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Poursuite des mesures de gestion

Prescription contrôlée :

Les actions exposées à l'article 1 seront poursuivies jusqu'à ce que la qualité des eaux souterraines, en termes de Composés Organiques Volatils Halogénés, soit compatible avec un usage industriel du site, et soit conforme hors site, aux limites de références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2017 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-28 du code de la santé publique, et aux valeurs seuils retenues au niveau national, mentionnées en partie A de l'annexe II de l'arrêté

ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

Les dispositions précitées ne concernent que les composés organiques volatils halogénés dont la présence dans les eaux souterraines est imputable au site. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport de suivi du confinement hydraulique pour le premier trimestre 2026 daté du 17/03/2026 et référencé S1.26.001.0 réalisé par Véolia.

Ce rapport fait notamment état de l'évolution des concentrations en COHV. :

- Diminution des concentrations en COHV dans les eaux souterraines, baisse depuis 2018 sur DCE et CV et depuis 2020 pour PCE et TCE. Cependant, légère tendance à la hausse pour DCE et CV depuis 2025. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse afin d'expliquer l'augmentation de ces teneurs. Il a toutefois mentionné lors de la visite que cette évolution peut être liée à des fluctuations de hauteur de la nappe.

- Pour les autres COHV les autres analyses n'ont révélé aucune concentration supérieure au seuil de la quantification du laboratoire.

Ce rapport indique également qu'un dépassement des valeurs de référence pour le chlorure de vinyle a été identifié dans les rejets en janvier 2026.

A la suite des ces analyses, des actions correctives ont été mises en place avec notamment le nettoyage du stripper et des sondes et le renouvellement de la charge de charbon actif air, afin d'optimiser le traitement et de rétablir la conformité des rejets.

Par ailleurs, le bureau d'étude recommande au travers de ce rapport le remplacement de l'ouvrage PZ11 et la mise en place de deux ouvrages (amont et aval hors site). L'exploitant a indiqué que le piézomètre PZ11 bis a été mis en place, et lors de la visite il a été défini l'implantation des deux ouvrages supplémentaires (PZ3 bis et Pz4 bis).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à analyser les résultats de la surveillance des eaux souterraines et plus particulièrement les dépassements afin de rechercher les causes potentielles de l'augmentation des concentrations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Excavation

Prescription contrôlée :

Dans le cadre de l'enlèvement des terres, des analyses en flancs/ bords de fouille devront être réalisées avant remblaiement pour vérifier que les teneurs correspondent aux attendus, et que le

remblaiement n'intervient que quand ces analyses correspondent aux attendus. Des analyses de fond de fouille seront également réalisées si cela est techniquement possible pour dresser un état initial des sols à l'interface zone saturée / non saturée avant démarrage du traitement in situ par air-sparging. Les travaux d'excavation viseront à supprimer les pollutions concentrées de la zone non saturée, par l'atteinte des objectifs de dépollution identifiés dans le plan de gestion de 2023, à savoir :

- TCE : 2 mg/kg de MS;
- HC C10-C40 : 700 mg/ kg de MS.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le dossier d'ouvrage exécuté relatif aux travaux de réhabilitation par tri-excavation et analyse des risques résiduels post-travaux réalisé par WSP, en date du 10 avril 2026 et référencé CX25744382-R01-V1, qui contient les analyses en flancs/ bords de fouille. Plus particulièrement, il est mentionné dans ce rapport :

- Les sources de pollution concentrées ayant été identifiées au plan de gestion, dont la délimitation a été affinée après le diagnostic complémentaire avant travaux, ont été globalement purgées jusqu'à obtention de teneurs résiduelles en bords et fonds de fouilles conformes aux objectifs de réhabilitation, sauf sur 3 secteurs du site, au droit desquels des sols non conformes ont dû être laissés en place en fond et ou bord de fouille, compte tenu de limite techniques empêchant de poursuivre les excavations (atteinte de la nappe et atteinte des limites du chantier)
- Les trois secteurs concernés sont la zone 1 (maille 3) et la zone 3 (maille 16 et 17).
- Maille 3 : dépassement en HCT C10-C40 : 1700 mg/kg (en fond) et 2790mg/kg MS (bord Est) mais la limite technique est atteinte car la nappe et le bord de la voirie goudronnée ont été atteints.
- Maille 16 : dépassement en HCT C10-C40 : en bords Est 1300 mg/kg et en fond 871 mg/kg MS mais la limite technique est atteinte car le fond de fouille est sous l'eau, et les réseaux aériens et enterrées de l'unité de confinement hydraulique sont présents.
- Maille 17 : dépassement en HCT C10-C40 : 1990 mg/Kg en fond de fouille mais la réserve incendie est présente limitant l'excavation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de gestion

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion proposées dans le plan de gestion de 2023, à savoir :

- tri et excavation des sources de pollution des sols en zone non saturée, avec gestion des terres polluées dans des filières autorisées.
- traitement par air-sparging de la nappe située à une profondeur de 2m à 6m.

Constats :

Les travaux de tri et d'excavation des sources de pollution des sols ont été réalisés du 1er octobre

au 19 décembre 2025.

L'exploitant a indiqué que l'installation du pilote pour la phase de test du air-sparging couplé à un système de venting est prévu pour une durée de 6 mois et le traitement sera ensuite mis en place sur une durée de 12 à 18 mois.

De plus, il a pu être constaté lors de la visite, la mise en place effective du pilote air-sparging avec la présence 2 cannes de venting envoyant de l'air à un débit de 40 m3/h et une dizaine de cannes d'air-sparging aspirant à un débit de 40 m3/h également. L'air est ensuite traité sur charbon actif puis analysé avant rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Excavation

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois suivant la fin des travaux d'excavation, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées, un document faisant le récolement des travaux d'excavation réalisés, comportant notamment :

- un plan topographique avant remblaiement,
- le bilan des résultats d'analyse de flancs/ bords de fouille validant l'atteinte des objectifs précisés ci-dessus ; dans le cas où certaines zones n'auraient pas pu être excavées, exploitant explicitera les raisons de cette impossibilité et précisera les teneurs et quantités laissées en place;
- le bilan des résultats d'analyse de fonds de fouille ;
- le descriptif de la gestion des terres polluées, accompagné notamment des bordereaux de suivi de déchets et du justificatif des filières de traitement retenues au regard de la hiérarchie des modes de traitement et du principe de proximité.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le dossier d'ouvrage exécuté relatif aux travaux de réhabilitation par tri-excavation et analyse des risques résiduels post-travaux réalisé par WSP, en date du 10 avril 2026 et référencé CX25744382-R01-V1.

Ce document fait notamment état des éléments suivants :

- réhabilitation du site du 1er octobre au 19 décembre 2025,
- Au total 1880 m³ de sols pollués ont été excavés sur les trois secteurs concernés, représentant une quantité totale évacuée d'environ 3478 tonnes, gérés soit en biocentre (3256 tonnes) soit en ISDD (221,4 tonnes)
- Les sources de pollution concentrées ayant été identifiées au plan de gestion, dont la délimitation a été affinée après le diagnostic complémentaire avant travaux, ont été globalement purgées jusqu'à obtention de teneurs résiduelles en bords et fonds de fouilles conformes aux objectifs de réhabilitation, sauf sur 3 secteurs du site, au droit desquels des sols non conformes

ont dû être laissés en place en fond et ou bord de fouille, compte tenu de limite techniques empêchant de poursuivre les excavations (atteinte de la nappe et atteinte des limites du chantier).

- l'analyse des risques résiduels, indique des niveaux de risques acceptables pour une usage industriel/tertiaire (les niveaux de risque calculés sont inférieurs aux seuils de référence).

De plus, il contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral 2010, avec plus particulièrement, le bilan des analyses en bords et fonds de fouille, le contrôle de la qualité des gaz du sol après travaux, le contrôle de l'air ambiant, le descriptif de la gestion des terres polluées avec les bordereaux de suivi de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite